

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — La liste des prébrevets prévus par le décret n° 63-1091 du 30 octobre 1963 susvisé est fixée ainsi qu'il suit :

Topographie générale (à l'exception des méthodes de levé).
Méthode de levé cadastral.
Travaux administratifs de la rénovation du cadastre.
Constatation des mutations (propriétés bâties et non bâties) et application de ces mutations sur les documents cadastraux.

Art. 2. — Le programme et les conditions d'obtention des prébrevets visés à l'article 1^{er} seront fixés par un arrêté du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 3. — Le directeur général des impôts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 septembre 1964.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
JEAN SÉRISÉ.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,
MARCEAU LONG.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret du 18 septembre 1964 portant transfert de professeurs (enseignement supérieur).

Par décret du Président de la République en date du 18 septembre 1964, sont transférés, à compter du 1^{er} mars 1963, dans les chaires ci-dessous désignées de la faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Paris les professeurs titulaires dont les noms suivent :

M. Villey-Desmeserets (Michel), dans la chaire d'histoire du droit n° 1.

M. Teitgen (Pierre-Henri), dans la chaire de droit public n° 2.

Décrets du 19 septembre 1964 portant nomination de professeurs à l'école nationale des langues orientales vivantes.

Par décret du Président de la République en date du 19 septembre 1964, M. Léon Robel, professeur agrégé chargé de cours à l'école nationale des langues orientales vivantes, est nommé, à dater du 1^{er} octobre 1964, professeur titulaire au même établissement (chaire de russe créée).

Par décret du Président de la République en date du 19 septembre 1964, M. Claude Gouffé, professeur agrégé de grammaire, chargé des fonctions de professeur à l'école nationale des langues orientales vivantes, est nommé, à dater du 1^{er} octobre 1964, professeur titulaire au même établissement (chaire de haoussa créée).

Décret du 19 septembre 1964 portant nomination d'un professeur.

Par décret du Président de la République en date du 19 septembre 1964, M. Ballivet (Jacques), maître de conférences agrégé de médecine générale et thérapeutique, médecin des hôpitaux, chef de service affecté au centre hospitalier et universitaire de Dijon, est nommé, à compter du 1^{er} mai 1964, professeur titulaire de la chaire de pathologie médicale de l'école nationale de médecine et de pharmacie de Dijon (dernier titulaire : M. Cortet, transféré).

Diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'arrêté du 24 août 1964 instituant un diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'examen en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire se passe en deux parties séparées par une période d'expérience pratique d'une année au moins.

Il est nécessaire d'avoir été reçu à la première partie pour être admis à se présenter à la seconde.

La deuxième partie confère le titre de conseiller d'éducation populaire diplômé d'Etat. Elle comporte deux options : « Direction et organisation des activités », « Enseignement et formation des cadres ».

Art. 2. — La première partie du diplôme permet à ses titulaires de poser leur candidature aux fonctions de conseiller technique et pédagogique de 3^e catégorie au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Le diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire permet à ses titulaires de poser leur candidature aux fonctions de conseiller technique et pédagogique de 2^e catégorie au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Première partie.

Art. 3. — Les conditions pour faire acte de candidature à la première partie du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire sont les suivantes :

1° Avoir au moins vingt et un ans au 1^{er} janvier de l'année de l'examen.

2° Produire un dossier permettant au jury d'apprécier la valeur humaine du candidat, ses connaissances, ses aptitudes, son expérience des activités de jeunesse et d'éducation populaire, telles que les établissent :

Soit la possession de titres ou brevets témoignant d'études techniques ou professionnelles apparentées aux méthodes et techniques mises en œuvre dans les activités d'éducation populaire ;

Soit des travaux personnels tels que recherches, publications, productions artistiques, témoignant d'une vocation pour des activités apparentées à celles qui sont pratiquées dans les organisations de jeunesse ou d'éducation populaire ;

Soit d'une expérience de plusieurs années acquise au service d'organismes de jeunesse et d'éducation populaire : secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; associations agréées par le ministère de l'éducation nationale au titre de la jeunesse et de l'éducation populaire ou organismes pouvant leur être assimilés ;

Soit, pour les enseignants, les résultats obtenus dans la pratique de méthodes actives témoignant d'une aptitude aux activités de jeunesse et d'éducation populaire.

Art. 4. — Les candidats à la première partie du diplôme doivent adresser au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département de leur résidence, au moins trois mois avant la date fixée pour l'examen, une demande d'inscription sur papier libre. Ceux des candidats qui désirent se soumettre aux épreuves facultatives de langues étrangères vivantes y mentionnent la ou les langues (deux au plus) qu'ils ont choisies.

Les pièces suivantes doivent être jointes à la demande :

1° Un extrait d'acte de naissance ;

2° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire pour les candidats non fonctionnaires ;

3° Un certificat médical ayant moins de trois mois de date établissant l'aptitude à l'enseignement ;

4° Les pièces ou copies authentifiées et les attestations établissant que le candidat se trouve dans l'un ou l'autre des cas visés par l'article 3.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports arrête la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves, sur proposition du jury.

Art. 5. — Le jury chargé d'examiner les candidatures, de faire passer les épreuves et d'apprécier les résultats est composé comme suit :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou son représentant, président.

Un inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Un administrateur civil.

Un inspecteur principal de la jeunesse et des sports.

Un professeur de l'ordre des lettres des établissements de l'enseignement public.

Un inspecteur départemental de la jeunesse et des sports.

Trois conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Quatre représentants des associations agréées de jeunesse et d'éducation populaire, deux pour leur compétence relative à la direction et à l'organisation des activités, les deux autres pour leur compétence relative à l'enseignement et à la formation des cadres en matière de jeunesse et d'éducation populaire.

Eventuellement les professeurs de langues étrangères chargés de faire passer les épreuves facultatives.

Les membres du jury sont désignés par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Le jury peut se répartir en autant de sous-commissions qu'il est nécessaire, simultanées ou successives, pour la bonne exécution de ses tâches.

Art. 6. — Les sujets des épreuves écrites sont choisis par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 7. — Les épreuves de première partie du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire sont les suivantes :

a) Une épreuve de culture générale dont sont dispensés les titulaires du baccalauréat. Elle comporte un entretien avec le jury et un résumé suivi d'un commentaire, l'un et l'autre écrits, d'une causerie faite aux candidats ou d'un document qui leur serait distribué.

Les candidats non bacheliers ne peuvent être reçus à la première partie du diplôme que s'ils ont obtenu au moins sept points sur vingt à cette épreuve ;

b) Une épreuve sous forme de questionnaire à remplir, destinée à vérifier que les candidats possèdent les connaissances dont le programme est fixé par circulaire ministérielle ;

c) Trois entretiens avec le jury : le premier à partir d'un texte court, le second sur les problèmes et les institutions de jeunesse et d'éducation populaire, le troisième sur un cas concret ;

d) Une épreuve facultative de langues étrangères vivantes.

Seconde partie.

Art. 8. — Peuvent faire acte de candidature à la deuxième partie du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire les titulaires de la première partie du diplôme qui ont effectué leur année d'expérience pratique.

Art. 9. — L'expérience pratique doit présenter un caractère suffisant de continuité et être conduite soit dans les services de jeunesse et d'éducation populaire de l'Etat, soit dans une institution ou un mouvement de jeunesse ou d'éducation populaire agréés, soit dans un organisme dont les activités peuvent, à cet effet, leur être assimilées. Elle fait l'objet d'un mémoire rédigé par le candidat.

Le cadre de l'expérience et le sujet du mémoire doivent être soumis préalablement à l'approbation du jury. Ils sont fonction de l'option choisie.

Art. 10. — Les candidats à la deuxième partie du diplôme doivent adresser au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département de leur résidence, au moins trois mois avant la date fixée pour l'examen, une demande d'inscription sur papier libre, portant mention :

1° De la date à laquelle la première partie a été obtenue ;

2° De l'option choisie, visée à l'article 1^{er} du présent arrêté : « Direction et organisation des activités » ou « Enseignement et formation des cadres » ;

3° Du cadre dans lequel le candidat a effectué son expérience pratique et du sujet de son mémoire, en précisant la référence de l'accord donné par le jury.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports arrête, sur proposition du jury, la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves.

Art. 11. — Le jury chargé de suivre les expériences pratiques des candidats, d'apprécier le contenu des mémoires visés à l'article 9, de faire passer les épreuves et d'apprécier les résultats est composé comme celui de la première partie, à l'exception des professeurs de langues étrangères, qui sont remplacés par des experts désignés par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports si le contenu des mémoires remis par les candidats nécessite une telle désignation.

Art. 12. — Les sujets des épreuves écrites sont choisis par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 13. — Les épreuves de deuxième partie du diplôme sont les suivantes :

a) Présentation et soutenance devant le jury du mémoire établi par le candidat sur son expérience pratique d'une année.

Les mémoires sont remis, deux mois avant les épreuves de deuxième partie, aux inspecteurs chefs de services départementaux de la jeunesse et des sports des départements où résident les candidats. Ils sont transmis à une sous-commission du jury chargée de les examiner et de formuler son avis au reste du jury ;

b) Deux épreuves écrites. La première est destinée à permettre au candidat de faire la preuve de son aptitude à situer ses activités dans un contexte général d'éducation et de culture ; elle consiste en une réflexion sur un sujet donné ou un texte distribué. La seconde consiste en la rédaction d'un article court, à partir d'une information donnée et pour une publication définie, sur une question de jeunesse et d'éducation populaire ;

c) Une épreuve pratique et pédagogique. Pour les candidats ayant choisi l'option « Direction et organisation des activités », elle consiste en un compte rendu critique fait au jury, assorti de suggestions positives, de la visite d'un organisme de jeunesse ou d'éducation populaire. Pour les candidats ayant choisi l'option « Enseignement et formation des cadres », elle consiste en la conduite d'une séance éducative ;

d) Une épreuve orale sous forme d'entretien avec le jury sur trois questions ayant trait respectivement :

1° A l'évolution des loisirs et au développement des activités de jeunesse et d'éducation populaire en France et dans certains pays étrangers ;

2° Aux grands problèmes sociaux et économiques du monde actuel ;

3° Aux organisations internationales.

Art. 14. — Le chef du service de la jeunesse et de l'éducation populaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 septembre 1964.

MAURICE HERZOG.

Taux maxima de subventions d'équipement sportif.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 21 avril 1939 relatif aux crédits et aux régimes de subventions en matière de travaux civils ;

Vu l'acte dit loi du 23 novembre 1940 relative au régime des subventions en matière de travaux civils ;

Vu l'arrêté interministériel du 11 avril 1962 fixant les taux maxima des subventions pour travaux d'équipement sportif et socio-éducatif ;

Vu le décret du 11 juin 1963 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — En vue de l'organisation et du déroulement des Jeux olympiques d'hiver de Grenoble en 1968 et par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1962, le taux des subventions susceptibles d'être accordées aux collectivités intéressées pour les équipements nécessaires (acquisitions, travaux et matériel) pourra atteindre 80 p. 100 du montant des dépenses subventionnables.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 11 septembre 1964.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,
OLIVIER PHILIP.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,
RAYMOND MARTINET.

Examen professionnel pour la nomination de magasiniers des bibliothèques.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi de finances pour 1964 (n° 63-1241 du 19 décembre 1963),
Vu le décret du 20 décembre 1963 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1964 ;

Vu le décret n° 52-934 du 1^{er} août 1952 modifié portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du corps des gardiens et magasiniers des bibliothèques dépendant de la direction des bibliothèques et de la lecture publique au ministère de l'éducation nationale,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Un examen professionnel sera ouvert pour la nomination de 104 magasiniers dans les services et établissements relevant de la direction des bibliothèques et de la lecture publique.

Art. 2. — Pourront seuls se présenter à cet examen les gardiens des bibliothèques en fonctions le 16 novembre 1964 qui remplissent les conditions suivantes :

1° Etre âgé de moins de trente-cinq ans au 1^{er} janvier 1964, cet âge limite pouvant toutefois être reculé, le cas échéant, d'une durée égale à celle des services antérieurs, civils ou militaires, ouvrant des droits à une pension de retraite, et d'un an par enfant à charge.

L'âge limite fixé ci-dessus n'est pas opposable aux gardiens qui étaient en fonctions le 1^{er} octobre 1953 ;

2° Justifier de deux années de services en qualité de gardien de bibliothèque.

Art. 3. — Les épreuves auront lieu les 16 et 17 novembre 1964 à Paris et dans les centres qui seront ultérieurement désignés en fonction des candidatures déposées.

CHAPITRE I^{er}

Programme. — Organisation des épreuves.

Art. 4. — Le programme des épreuves professionnelles est fixé ainsi qu'il suit :

1° Entrée des livres et documents : notions sur l'acquisition, l'estampillage, l'enregistrement, le classement, le numérotage, la cotation. Classement des livres par rayons ;

2° Catalogues, différents types, présentation matérielle ;

3° Communication, communication sur place, surveillance ;

4° Préparation d'un train de reliure, inscription des livres pour le prêt ;

5° Conservation des collections, protection contre l'usure, protection contre le vol, les rongeurs, les insectes, l'humidité, la poussière, la lumière, la chaleur, l'incendie.